

La paupérisation des familles nombreuses

Par Michel Godet¹

La cause des problèmes de retraites est d'origine démographique et, curieusement, aucune des solutions avancées pour y remédier n'est de même nature. Pour garantir l'avenir, il suffirait pourtant d'avoir des familles plus nombreuses et de permettre aux femmes d'avoir tous les enfants qu'elles désirent. Hélas, le nombre de familles avec quatre enfants ou plus s'est réduit comme une peau de chagrin depuis vingt ans (passant de 600.000 à 400.000) alors que le nombre de couples avec un seul enfant (3.6 millions), a augmenté de près de 400.000 dans la même période! Hélas, encore, une femme sur deux voudrait un enfant de plus mais y renonce en raison des contraintes matérielles !

Une société avancée devrait tout faire pour rendre compatible le désir d'enfant et le travail féminin et ne pas pénaliser ceux qui préparent la relève et l'avenir. C'est pourtant tout le contraire qui se produit. Tout se passe comme si la société avait décrété la privatisation de la jeunesse en renonçant à la politique familiale traditionnelle, alors que la prise en charge de la vieillesse est de plus en plus socialisée. Il est vrai que les enfants ne votent pas, mais il faut surtout comprendre que la famille nombreuse est une minorité silencieuse qui n'intéresse guère les élites intellectuelles, par ailleurs si promptes à défendre les laissés pour compte et les oubliés de la société.

En effet, la famille ayant au moins deux enfants est minoritaire : elle ne représente que 20% des 24 millions de ménages (moins de 7% pour les familles de trois enfants ou plus). Ce chiffre est à comparer avec les 30% de célibataires, les 11% de couples actifs sans enfants, les 15% de ménages en couple avec un seul enfant. Sans oublier les 15% de ménages de couples retraités qui n'ont pas ou plus d'enfants et les 7% de familles monoparentales. Si les familles rétrécissent n'est-ce pas pour échapper à la paupérisation relative par rapport aux couples sans enfants ?

Selon l'échelle de l'Insee définissant le niveau de vie par unité de consommation (après impôts et transferts)² : par rapport à un couple sans enfant, le niveau de vie

¹ Professeur au Conservatoire national des Arts et métiers, Extraits de la communication présentée le 31 mai au groupe de travail "démographie" du Conseil d'Analyse Economique . disponible sur internet : www.cnam.fr/lips/

² La nouvelle échelle définie par l'Insee depuis peu écarte les différences d'environ 10% par rapport à l'ancienne échelle d'Oxford en vigueur depuis 50 ans² . Selon la nouvelle échelle de l'Insee en vigueur depuis quelques années seulement, le premier adulte compte pour une unité de consommation, le deuxième pour 0,5 (contre 0,7 dans l'échelle d'Oxford), et l'enfant de moins de 14 ans pour 0,3 unité contre 0,5 auparavant.

d'une famille avec un enfant, est légèrement inférieur (-4%), celui d'une famille avec deux enfants l'est beaucoup plus (-12%) . Pour les familles nombreuses avec trois et quatre enfants qui sont devenues très minoritaires et fortement paupérisées l'écart de niveau de vie par rapport aux couples sans enfant est considérable, respectivement de -24% et -39%. Finalement le revenu disponible des familles nombreuses de trois et quatre enfants est comparable à celui des familles monoparentales respectivement de un et deux enfants. Rien de surprenant par conséquent si les auteurs de ces évaluations Claude Thélot et Michel Villac (*Politique familiale : Bilan et perspectives*. Documentation Française 1998).relèvent que : " *la moitié des familles monoparentales ayant deux enfants et plus, ainsi que la moitié des couples de quatre enfants et plus , font partie, après transferts, des 20% de ménages les moins aisés*" , c'est-à-dire aussi les plus pauvres.

Dans une société responsable de son avenir, il est particulièrement injuste de récompenser les couples DINKS (double income, no kids. Non seulement ces derniers ne supportent pas les charges de l'éducation des jeunes enfants, mais ils peuvent travailler, à deux, à plein temps et prétendre ainsi obtenir pour leurs retraites des droits de tirage plus élevés sur les cotisations des enfants des autres. Il faudrait rajouter que ces couples sans enfants profitent à plein de leurs congés hors période scolaire où l'encombrement et les coûts des voyages sont moindres.

Les plus aisées des familles nombreuses s'en sortent et parviennent à éduquer correctement leurs enfants au prix de sacrifices certains dans leur mode de vie par rapport aux couples sans enfants ou avec un seul enfant appartenant à la même catégorie sociale. Les plus modestes n'ont tout simplement pas les moyens de faire poursuivre des études à tous leurs enfants . Les mêmes auteurs du rapport sur la politique familiale relèvent que " *12% des fils d'ouvriers sont cadres, chercheurs, ou professeurs s'ils sont fils unique ou n'ont qu'un frère ou une sœur, mais deux fois moins (6%) quand ils sont issus d'une famille de trois enfants ou plus*".

La mise sous conditions de ressources des allocations familiales en 1998, vite remplacée par la baisse du plafond du quotient familial, a certainement renforcé la paupérisation relative des familles nombreuses moyennes et aisées. En tout cas c'est bien quatre milliards de francs qui ont été ainsi récupérés par le fisc.

Que peuvent les politiques ?

Un retournement de tendance de la fécondité est toujours possible, on l'a constaté dans les pays nordiques à la fin des années 80. L'explication est simple. On a pris des mesures (salaire parental, crèches, emplois familiaux) pour rendre compatibles le travail féminin et le désir de maternité. Bien évidemment, ce redressement de la fécondité n'a pas survécu à la remise en cause de ces mesures au début des années 90, ce qui confirme l'efficacité des mesures incitatives quand le désir d'enfant est latent. Tel est bien le cas en France.

En effet, quand on interroge les femmes sur le nombre idéal d'enfant³ "*pour une personne du même milieu, disposant des mêmes ressources*", on obtient de façon stable depuis les années 50 le nombre moyen de 2,3 enfants (pour un taux conjoncturel de fécondité de 1,8). Les raisons qui poussent les couples à avoir des enfants sont d'abord d'ordre privé et font référence au bonheur. Et les raisons avancées pour "*avoir peu ou pas d'enfants*" sont majoritairement liées "*à la crainte de l'avenir*". Il y a cependant un tiers des personnes interrogées qui expliquent leur renoncement par des raisons matérielles: "*trop de contraintes pour la vie quotidienne, les enfants coûtent cher*", *il n'y a pas assez d'aide aux familles*".

Compléter la politique sociale par une politique familiale

Alfred Sauvy avait réussi à faire comprendre la différence entre politique sociale et politique familiale. La première corrige les inégalités de revenus, par l'impôt du même nom, et par des transferts sociaux soumis à conditions de ressources comme par exemple l'aide personnalisée au logement. La seconde - dite de transfert "horizontal" par opposition à la première de nature "verticale" - a une vocation de redistribution. Il s'agit de faire en sorte qu'au sein de chaque catégorie de revenu modeste, moyenne ou aisée, ceux qui ont des enfants ne soient pas pénalisés par rapport à ceux qui n'en n'ont pas. On le sait, le coût marginal du troisième enfant est très élevé, il faut souvent déménager et investir dans un nouveau véhicule.

Des prestations familiales indépendantes du revenu, comme le suggère Jacques Bichot, constituent une solution médiane entre deux objectifs envisageables : d'une part une politique familiale qui s'efforcerait d'éviter la dégradation du niveau de vie causée par l'arrivée d'enfants dans le ménage (pour y parvenir, il faudrait donner davantage aux familles plus aisées !); d'autre part la lutte contre la pauvreté (si nécessaire par ailleurs).

On ne relancera pas la politique familiale sans une forte volonté politique appuyée sur un diagnostic clair et partagé par l'opinion. Pour une nation, la chute des naissances est l'équivalent d'une diminution d'investissement. On a su en 1945, mettre en place une politique familiale volontariste alors qu'il y avait bien des urgences à court terme. Mais le Général de Gaulle ne voulait pas que "*la France devienne une grande lumière qui s'éteint*". Cette fois ce n'est plus seulement la France qui est au rendez-vous de l'histoire, mais l'Europe tout entière qui, contrairement aux Etats-Unis, va voir sa population régresser. Il n'y a pas de fatalité, mais seulement des processus de plus en plus difficilement réversibles. L'Italie ne perdra un tiers de sa population d'ici à 2050 que si nous laissons l'égoïsme des générations présentes l'emporter sur l'avenir ! Certains objecteront, avec raison, qu'il y aura heureusement des flux migratoires compensatoires. Mais cette voie a ses limites : l'Europe entend-elle piller la jeunesse

³ Cf à ce propos: La famille idéale. Combien d'enfants, à quel âge ? Insee Première. N° 652 juin 1999.

des pays pauvres pour résoudre ses contradictions ? De toute façon, il n'est de richesses que d'hommes éduqués et pour bien intégrer le maximum d'enfants venus d'ailleurs, il faudrait aussi beaucoup plus d'enfants nés au pays dans les écoles !